

PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - CS

**Arrêté préfectoral imposant à la Société ONDUCLAIR
des prescriptions complémentaires pour la
surveillance des eaux souterraines de son site de
WASQUEHAL**

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord,
chevalier de l'ordre national de la légion d'honneur
commandeur de l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 18 ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 octobre 1994 autorisant la Société ONDUCLAIR - siège social : Parc des activités Maurice Schumann ZAC de la Gaie Perche 59560 COMINES - à poursuivre l'exploitation d'une installation de fabrication de plaques en différentes matières plastiques à WASQUEHAL 1 et 3, rue du Maréchal Leclerc ;

VU la cessation en décembre 2005 de toute activité industrielle à WASQUEHAL par la Société ONDUCLAIR ;

VU le rapport en date du 10 octobre 2006 de Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, duquel il ressort que suite à une visite d'inspection effectuée le 11 août 2006 sur l'ancien site d'exploitation de WASQUEHAL, il résulte qu'il convient d'imposer à la Société ONDUCLAIR la surveillance des eaux souterraines du site ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 21 novembre 2006 ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

ARTICLE 1

La Société ONDUCLAIR, dénommée ci-après l'Exploitant, dont le siège social est situé Parc des Activités Maurice Schumann ZAC de la Gaie Perche à COMINES (59560) est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté préfectoral complémentaire pour la remise en état de son site situé 1 et 3 rue du Maréchal Leclerc - B.P. n°93 - 59442 WASQUEHAL.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent au site ci-dessus ainsi qu'aux terrains extérieurs à l'emprise du site qui seraient affectés par la pollution en provenance du site notamment les terrains potentiellement impactés, situés en dehors du site, selon le rapport de l'Exploitant du 18 septembre 2006 intitulé « simulation de l'écoulement et du transfert de masse dans la nappe ».

ARTICLE 2 – Réseau de surveillance des eaux souterraines

L'Exploitant devra mettre en place un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines : nappes superficielles et des landéniens.

Ce réseau devra être établi avec l'aide d'un hydrogéologue-expert dont le choix sera soumis à l'approbation de l'Inspection des Installations Classées et dont les conclusions sur l'implantation du réseau de piézomètres et sur la fréquence d'échantillonnage seront communiquées à l'Inspection des Installations Classées.

ARTICLE 3 – Analyse des eaux souterraines

Les paramètres ci-dessous feront l'objet d'analyses à fréquence semestrielle :

* nappe superficielle :

Paramètres	Méthodes d'analyse
dichloroéthylène	NF EN 10 301

* nappe des landéniens :

Paramètres	Méthodes d'analyse
chlorure de vinyle	NF EN 10 301

Les résultats des mesures ci-dessus doivent être transmis à l'Inspection des Installations Classées au plus tard un mois après leur réalisation.

Les méthodes d'analyse indiquées dans le tableau ci-dessus peuvent être remplacées par toute autre méthode équivalente.

ARTICLE 4

Les prescriptions ci-dessus devront être respectées selon l'échéancier suivant :

Choix de l'hydrogéologue-expert	1 mois
Bon de commande des piézomètres	2 mois
Mise en place du réseau de surveillance et d'analyses	6 mois

et ce à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 5 – Frais

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté préfectoral sont à la charge de l'Exploitant.

ARTICLE 6

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Lille :

1. Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où le présent arrêté leur ont été notifiés;
2. Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté. Ce délai est le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

ARTICLE 7

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société ONDUCLAIR et dont copie certifiée conforme sera adressée à :

- Monsieur le maire de WASQUEHAL,
- Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de WASQUEHAL et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

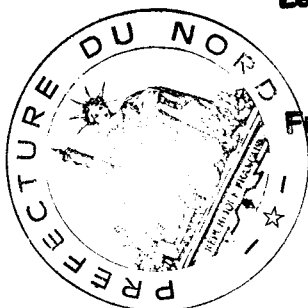
FAIT à LILLE, le

10 JAN. 2007

Le préfet,

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général Adjoint

François-Claude PLAISANT



Pour copie certifiée conforme
Le Chef de Bureau Délégué.

G. GENNEQUIN